

5^e Réunion plénière, 15-17 mars 2022

Rapport

Synthèse

1. Le Comité directeur sur l'antidiscrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 5^e réunion en présentiel et par visioconférence à Rome, du 15 au 17 mars 2022, sous la présidence de Triantafillos Loukarelis (Italie).
2. L'ordre du jour figure à l'annexe I et la liste des participants à l'annexe II.
3. Lors de cette réunion, le CDADI décide de :
 - (a) transmettre au Comité des Ministres, pour information, le Premier rapport thématique d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur la reconnaissance légale du genre ;
 - (b) transmettre au Comité des Ministres, pour information et éventuelles décisions de suivi, les observations du CDADI sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui sont joints en Annexe III.
4. Le CDADI:
 - Échange de vues sur le contexte international actuel et sur l'opportunité et sur les conseils qu'il pourrait donner au Comité des Ministres dans la situation actuelle sur les questions relevant de son mandat ; et convient des observations jointes au présent rapport de réunion ;
 - Remercie la Présidence italienne du Comité des Ministres, la Ministre italienne de l'égalité des chances et de la famille Elena Bonetti, le Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Italie Benedetto della Vedova et le Président du CDADI d'avoir invité le CDADI à Rome, d'avoir accueilli la 5^{ème} réunion du CDADI, et pour l'organisation et leur contribution à l'événement de haut niveau « Promouvoir l'égalité et combattre la discrimination » lors de la 5^{ème} réunion du CDADI ; ;
 - • Nomme au Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT) en tant que représentants d'un État membre Tom DE BRUYN (Belgique), Peter KARIUKI (Finlande), Alain REGNIER (France), Nadan PETROVIC (Italie), David MARQUES (Luxembourg), Robert ALAGJOZOVSKI (Macédoine du Nord), Pia Buhl GIROLAMI (Norvège), Cecília MENDES (Portugal), Karoline FERNANDEZ DE LA HOZ ZEITLER (Espagne) et Ben GREENER (Royaume-Uni) ; en tant que représentante d'autorités régionales Tània VERGE MESTRE (Catalogne, Espagne) ; et en tant que représentants des autorités locales participant au programme des Cités interculturelles Sølve SAETRE (Bergen, Norvège),

Claudia EMMANUEL LAREDO (Bilbao, Espagne), Ian DAY (Bradford, Royaume-Uni), Şenol DÜLGER (Bursa-Osmangazi, Turquie), Francisco Javier AYALA ORTEGA (Fuenlabrada, Espagne), Damien EGAN (Lewisham, Royaume-Uni), Krzysztof STANOWSKI (Lublin, Pologne) et Luca COLOMBO (Reggio Emilia, Italie) ;

- Prend note et approuve le plan de travail du CDADI pour 2022 et 2023 ;
- Prend note et approuve le contenu du document révisé sur les méthodes de travail du CDADI ;
- Prend note et soutient la diffusion des résultats du programme conjoint de l'UE/et du Conseil de l'Europe sur l'accès des femmes roms à la justice (JUSTROM) ; et prend note et exprime son soutien aux écoles politiques roms ;
- Adopte la méthodologie pour l'examen thématique de la Recommandation (2010)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; convient que le deuxième examen thématique de cette Recommandation couvrira le thème "Droit à la vie, à la sécurité et à la protection contre la violence" ; se félicite que la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) ait entamé la rédaction d'une nouvelle recommandation de politique générale sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI ; et soulignent la nécessité d'assurer la cohérence de ce document avec le document CM/Rec(2010)5 et la future recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexuées que le CDADI est chargé de préparer ;
- Prend note d'une présentation par Stephanie ÖNER (Autriche), Présidente du Comité d'experts sur les crimes de haine (PC/ADI-CH), de l'esquisse préliminaire du projet de Recommandation sur la lutte contre les crimes de haine ; procède à un échange de vues avec Kishan MANOCHA, Chef du Département Tolérance et Non-discrimination de l'OSCE/BIDDH, sur les développements récents au niveau international dans le domaine des crimes de haine ; et fournit des orientations au PC/ADI-CH sur le développement du projet de Recommandation sur la lutte contre les crimes de haine ;
- Prend note du cadre pour le travail conjoint du CDADI et du GEC sur la préparation d'une étude Étudier l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité, y compris l'égalité de genre, et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination ; convient de mettre en place une équipe de travail avec le GEC pour la préparation de cette étude ; nomme à cette équipe de travail Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède) and Carlos MORÁN FERRÉS (Espagne); et demande au Secrétariat d'impliquer un ou plusieurs consultants et d'envisager l'élaboration d'un bref questionnaire dans le cadre de la préparation de cette étude ;
- Admet la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) en tant qu'observateur au PC/ADI-CH et invite le Comité européen pour les problèmes criminels (CDCP) à prendre également une décision concernant cette demande ; note en ce qui concerne la demande restante de statut d'observateur (Alliance Européenne Russophone) qu'elle n'ait été ni acceptée ni renvoyée au Comité des Ministres (cf. paragraphe 8 de la Résolution CM/Res(2021)3) ;
- Adopte le rapport abrégé de la réunion.

Rapport de réunion

1. Du 15 au 17 mars 2022, le Comité directeur sur l'antidiscrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 5^e réunion à Rome. En raison de la pandémie de Covid-19, certains membres ont participé par visioconférence. La liste des participants figure en Annexe II.

Point 1: Ouverture, ordre du jour et informations sur les élections

2. M. Triantafillos LOUKARELIS, Président du CDADI, ouvre la réunion et annonce au CDADI que le Comité des Ministres a décidé, le 25 février 2022, de retirer à la Fédération de Russie ses droits de représentation au Comité des Ministres (CM) et à l'Assemblée parlementaire, avec effet immédiat, suite à l'agression armée de ce pays contre l'Ukraine. Au cours de la réunion, le CDADI a également pris note de la décision suivante du Comité des Ministres, prise le 16 mars 2022, par laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être membre du Conseil de l'Europe avec effet immédiat.
3. Le CDADI discute de ce contexte international et les éventuels conseils qu'il pourrait proposer au Comité des Ministres dans la situation actuelle en lien avec les questions couvertes par son mandat. Pour conclure l'échange, il adopte les observations du CDADI sur les conséquences de l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie, jointes au présent rapport de réunion en annexe III.
4. Le Président indique également aux membres du CDADI que le Comité des Ministres (CM) avait pris note du rapport abrégé de la 4^e réunion du CDADI et du Premier rapport de mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour l'intégration des Roms et des Gens du voyage (2020-2025) en février 2022.
5. Après la session commune que le CDADI avait tenu lors de sa 4^e réunion avec le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), le CDMSI avait également adopté le projet de Recommandation du CM sur la lutte contre le discours de haine, selon la procédure écrite et avec le même amendement que le CDADI. Cette recommandation ainsi que le projet de Recommandation sur les politiques et la gouvernance à plusieurs niveaux pour l'intégration interculturelle ont été communiquées au Groupe de rapporteurs sur les Droits de l'Homme du Comité des Ministres.
6. Il rappelle également au CDADI que la 3^e réunion du Bureau s'est déroulée en ligne le 24 janvier 2022, et que le rapport de cette réunion est disponible sur le site internet du CDADI. Le CDADI prend note des informations sur les élections et nominations et adopte l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I.

Point 2 : Mandat et plan de travail du CDADI pour 2022/2023

7. Le Président rappelle que le 24 novembre 2021, le Comité des Ministres a adopté les nouveaux mandats des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe pour la période 2022-2025, y compris ceux du CDADI et de ses sous-structures. Le mandat correspond dans une large mesure aux propositions formulées par les membres du CDADI, les participants et les observateurs lors de l'échange de vues sur les priorités futures du CDADI, à sa 2^e réunion, en février 2021.
8. Le Président rappelle que trois comités d'experts et deux groupes de travail ont été créés en vertu du nouveau mandat, que le CDADI examinera au point 8 la création d'une structure de collaboration avec la Commission pour l'égalité de genre (GEC) et qu'une autre structure de travail pour l'examen des pratiques prometteuses en matière de lutte contre le discours de haine (résultat attendu 7 du mandat du CDADI) devrait être mise en place dès l'adoption de la Recommandation du CM sur la lutte contre le discours de haine.

9. Le Secrétariat présente un projet de programme de travail du CDADI qui couvre les livrables que le Comité devrait préparer en 2022 et en 2023 conformément à son nouveau mandat. Le CDADI révisé le plan de travail en tenant compte des discussions menées au point 1, le valide et charge le Secrétariat de l'actualiser régulièrement.

Point 3: Méthodes de travail

10. Le CDADI prend note du projet de document sur les méthodes de travail, révisé depuis sa dernière discussion sur ce sujet lors de sa 3^e réunion, et approuve ce document sans autre modification.

Point 4: Présentation des résultats des programmes JUSTROM et des Écoles politiques roms

11. Le CDADI prend note de la présentation de deux programmes menés par l'Équipe Roms et Gens du voyage qui contribuent grandement à la mise en œuvre du Plan d'action stratégique du Conseil de l'Europe pour l'intégration des Roms et des Gens du voyage (2020-2025).
12. Nadim VRABIC, de l'Équipe Roms et Gens du voyage, présente le programme conjoint UE/ Conseil de l'Europe sur l'Accès des femmes roms à la justice (JUSTROM), mis en œuvre dans quatre États membres (Bulgarie, Irlande, Italie et Roumanie) pour faciliter l'accès des femmes roms à la justice. Ce programme a permis de former plus de 2 800 professionnels du droit et d'autres participants à la lutte contre la discrimination, de réaliser un programme de mentorat pour 47 dirigeantes rom et d'assurer plus de 7 500 consultations juridiques et 2 600 saisines. Maja BOWA, coordinatrice nationale JUSTROM pour l'Italie, présente ensuite les effets concrets du programme en Italie, qui a notamment facilité l'accès des femmes roms aux services de santé et a mobilisé une importante contribution de l'Association européenne des étudiants en droit (ELSA) Italie en faveur de ce programme.
13. Marcos ANDRADE, de l'Équipe Roms et Gens du voyage, présente ensuite le programme des Écoles politiques roms, qui vise à motiver les Roms et à les préparer à une participation au sein des institutions politiques. Ce programme a permis à des politiciens de différents partis et institutions politiques, à des chercheurs et à des représentants locaux de former des dirigeants roms au travail politique; plusieurs d'entre eux se sont par la suite présentés aux élections et ont obtenu un mandat politique. Dijana PAVLOVIC, Coordinatrice de l'École politique rom en Italie et Présidente du Mouvement *Kethane* (ensemble), indique qu'en Italie le programme a permis à 63 jeunes Roms de divers milieux de profiter d'une formation, d'un développement de leurs compétences, de contacts et d'échanges sur un large éventail de sujets. Ils ont ainsi pu constituer un réseau stable d'environ 30 jeunes militants qui participent et contribuent à la vie politique et sociale de leurs villes. Des politiciens de haut niveau ont ainsi été mis en contact avec de jeunes militants Roms, ce qui les a convaincus du potentiel exceptionnel des participants.

Point 5: Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5

14. Josie YOUNG, membre du Bureau du CDADI et du groupe de travail du CDADI sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (GT-ADI-SOGI), présente la méthodologie pour la préparation des examens thématiques annuels de la Recommandation (2010)5 du CM sur la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, élaboré suite à la présentation orale et à la discussion de la méthodologie à la 4^e réunion du CDADI. Cette méthodologie vise à garantir la qualité et la cohérence du processus d'examen thématique et à offrir un cadre flexible et adaptable à la préparation des examens, afin d'identifier les différences entre la Recommandation (2010)5 du CM et la législation et les politiques nationales et de formuler des recommandations susceptibles d'améliorer la situation et de remédier aux lacunes. À l'issue d'un échange de vues, le CDADI adopte le document.
15. Stephanie MARSAL, consultante, présente le premier rapport thématique de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur la reconnaissance légale de l'identité de genre et évoque

les tables rondes nationales organisées dans 4 États membres (Chypre, Lituanie, Macédoine du Nord et Espagne) et la table ronde européenne organisée ensuite. Au cours de l'échange de vues qui suit, les délégations saluent le projet et le CDADI amende et adopte le rapport.

16. Josie YOUD présente en outre la proposition du GT-ADI-SOGI sur le thème du deuxième examen thématique, portant sur la première section de la Recommandation (2010)5 du CM sur le « Droit à la vie, à la sécurité et à la protection contre la violence ». Le CDADI approuve cette proposition.
17. Jean Paul LEHNERS (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, ECRI) indique au CDADI que l'ECRI a entrepris la rédaction d'une nouvelle recommandation de politique générale sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI. Les délégations insistent sur la nécessité d'assurer la cohérence entre ces nouvelles normes de suivi, la Rec(2010)5 du CM et la future Recommandation du CM sur l'égalité des droits pour les personnes intersexes que le CDADI est chargé d'élaborer en 2024 et en 2025.

Point 6: Projet de Recommandation du CM sur la lutte contre les crimes de haine

18. Le Président rappelle qu'en novembre 2021, le Comité des Ministres a décidé de charger le nouveau Comité d'experts sur les crimes de haine (PC/ADI-CH) de préparer pour la fin de l'année 2023 un projet de recommandation complet sur la lutte contre les crimes de haine. Les travaux du Comité sont supervisés par deux comités directeurs : le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) et le CDADI.
19. Kishan MANOCHA, Chef de l'Unité de la tolérance et de la non-discrimination au BIDDH de l'OSCE, présente au CDADI les développements récents en matière de crimes de haine sur la scène internationale. Stephanie ÖNER, Présidente du PC/ADI-CH, présente ensuite au CDADI les progrès des travaux de ce Comité ainsi qu'une esquisse préliminaire du projet de recommandation sur la lutte contre les crimes de haine. Au cours de la discussion qui s'ensuit, les participants soulignent l'importance de veiller à la cohérence entre le projet de recommandation sur la lutte contre le discours de haine et le nouveau projet de recommandation sur la lutte contre les crimes de haine. Le CDADI décide de demander au PC/ADI-CH de veiller à cette cohérence et d'intégrer à ce projet une liste concrète de caractéristiques personnelles et de statuts pouvant motiver les crimes de haine.

Point 7: Coopération avec la société civile et demandes du statut d'observateur

20. Le Président du CDADI rappelle que le Secrétariat a mis à jour le document *Coopération avec la société civile et critères d'octroi du statut d'observateur* à la lumière des discussions menées lors de la 3^e réunion du CDADI. Les délégations déclarent une fois de plus leur soutien à ce document et à ses critères pour l'octroi du statut d'observateur. Le CDADI accepte ensuite la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) en tant qu'observatrice auprès du PC/ADI-CH et invite le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) à rendre lui aussi une décision sur cette demande. La demande de statut d'observateur de l'Alliance Européenne Russophone (EU Russian-speakers Alliance) n'est ni acceptée, ni communiquée au Comité des Ministres.

Point 8: Intelligence artificielle, égalité et discrimination

21. Erik ADELL HELLSTRÖM, Rapporteur du CDADI sur l'intelligence artificielle et Kristian BARTHOLINS, Secrétaire du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) et chef de l'Unité de développement numérique du Conseil de l'Europe, informent le CDADI du fruit des travaux menés par le Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) en 2020 et en 2021 et, notamment, de son étude de faisabilité et de son document sur les éléments potentiels d'un cadre juridique sur l'intelligence

artificielle. Les deux orateurs soulignent que ces deux documents servent de fondement aux travaux du nouveau Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) chargé d'élaborer une convention-cadre sur l'intelligence artificielle en 2022 et en 2023 et à la collaboration de la Commission du Conseil de l'Europe pour l'égalité de genre (GEC) et du CDADI sur une étude de l'impact des systèmes d'intelligence artificielle sur l'égalité et la discrimination, à réaliser avant fin 2023.

22. Le CDADI procède à un échange de vues sur la structure qui conviendrait à cette étude et décide de créer avec la GEC une équipe chargée d'élaborer cette étude. Il désigne à cette fin Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède) et Carlos MORÁN FERRÉS (Espagne), demande si d'autres membres du CDADI souhaiteraient s'associer à l'équipe et charge le Secrétariat de faire participer un ou plusieurs consultants au processus de rédaction et d'envisager l'élaboration d'un bref questionnaire dans le cadre de la préparation de l'étude.

Point 9: Désignation de membres du ADI-INT et nomination de rapporteurs du CDADI

23. Le CDADI nomme, pour participer au Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT), en qualité de représentants des États membres, Tom DE BRUYN (Belgique), Peter KARIUKI (Finlande), Alain REGNIER (France), Nadan PETROVIC (Italie), David MARQUES (Luxembourg), Robert ALAGJOZOVSKI (Macédoine du Nord), Pia Buhl GIROLAMI (Norvège), Cecília MENDES (Portugal), Karoline FERNANDEZ DE LA HOZ ZEITLER (Espagne) et Ben GREENER (Royaume-Uni); en qualité de représentante des autorités régionales Tània VERGE MESTRE (Catalogne, Espagne); et en qualité de représentants des pouvoirs locaux participant au Programme des Cités interculturelles Sølve SAETRE (Bergen, Norvège), Claudia EMMANUEL LAREDO (Bilbao, Espagne), Ian DAY (Bradford, Royaume-Uni), Şenol DÜLGER (Bursa-Osmangazi, Turquie), Francisco Javier AYALA ORTEGA (Fuenlabrada, Espagne), Damien EGAN (Lewisham, Royaume-Uni), Krzysztof STANOWSKI (Lublin, Pologne) et Luca COLOMBO (Reggio Emilia, Italie).
24. Faute de candidatures, il n'est pas possible de désigner de Rapporteur sur les droits des personnes handicapées, de Rapporteur sur les droits de l'enfant ni de Rapporteur sur la jeunesse.

Point 10: Adoption du Rapport abrégé et questions diverses

25. Le CDADI adopte le Rapport abrégé.
26. Le Président annonce que le Bureau organisera sa prochaine réunion en septembre ou en octobre 2022 afin de préparer la 6^e réunion du CDADI, qui doit se tenir du 29 novembre au 1^{er} décembre 2022 à Strasbourg. Une synthèse des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures est présentée en annexe IV au présent rapport.
27. Le Président invite tous les membres, participants et observateurs à participer immédiatement après la présente réunion du CDADI à l'événement à haut niveau de la Présidence italienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe « [Promouvoir l'égalité et combattre la discrimination](#) », organisé à l'invitation de Mme Elena Bonetti, ministre italienne de l'égalité des chances et de la famille ; le programme figure à l'annexe V.

Annexe I

Ordre du jour annoté et ordre des travaux

1. Ouverture, ordre du jour et informations sur les élections

Documents de travail :

CDADI(2022)3prov Projet d'ordre du jour annoté et ordre des travaux

2. Mandat du CDADI et plan de travail pour 2022/2023

Documents de travail :

CM(2021)131-addfinal Mandat du CDADI et de ses organes subordonnés 2022-2025

CDADI(2022)5 Plan de travail du CDADI pour 2022 et 2023

3. Méthodes de travail

Documents de travail :

CDADI(2021)21rev Méthodes de travail du CDADI

4. Présentation des résultats de JUSTROM et des écoles politiques roms

Documents de travail :

CDADI(2022) 6 Description du programme JUSTROM et des Ecoles politiques roms

5. Examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5

Documents de travail :

Recommandation CM/Rec(2010)5 [sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre](#)

CDDH(2019)24Addendum4 [Rapport sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec\(2010\)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.](#)

CDADI(2022)7 Méthodologie pour l'examen pilote et les examens thématiques ultérieurs de la Recommandation (2010)5 du Comité des Ministres aux Etats membres

CDADI(2022)8 Premier rapport thématique d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur la reconnaissance légale du genre

6. Projet de Recommandation du CM sur la lutte contre les crimes de haine

Documents de travail :

PC/ADI-CH(2022)3 Esquisse préliminaire du projet de recommandation

PC/ADI-CH(2022)4 Document de référence sur le projet de recommandation sur la lutte contre les crimes de haine

7. Coopération avec la société civile et demandes de statut d'observateur

Documents de travail :

CDADI(2021)20rev Coopération avec la société civile et octroi du statut d'observateur

CDADI(2022)4 Demandes de statut d'observateur au CDADI

8. Intelligence artificielle, égalité et discrimination

Documents de travail :

CAHAI(2020)23 [Étude de faisabilité sur un cadre juridique relatif à la conception, au développement et à l'application de l'IA, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe, adoptée par le CAHAI le 17 décembre 2020](#)

CAHAI(2021)09rev Éléments potentiels d'un cadre juridique sur l'intelligence artificielle, fondés sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit (pas encore accessible au public)

9. Désignation des membres de l'ADI-INT et nomination des rapporteurs du CDADI

Documents de travail :

CDADI(2022)9 Élection des représentant(e)s des États membres et des autorités régionales à l'ADI-INT

CDADI(2022)10 Information sur les représentant(e)s des autorités locales à l'ADI-INT

10. Adoption du rapport abrégé et questions diverses

Documents de travail :

CDADI(2022)11 Rapport abrégé de la 5^e réunion du CDADI

Annexe II

List of Participants / Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Aida SAKJA

Head of Sector for Human Rights and Reporting, Department of International Organization, Ministry for Europe and Foreign Affairs, Tirana

ANDORRA/ANDORRE

Christel CODINA TORRES

Psychologist and desk officer, Equality Policy Department, Ministry of Social Affairs, Youth and Equality, Andorra la Vella

ARMENIA/ARMÉNIE

excused

AUSTRIA/AUTRICHE

Susanne PFANNER

Head of Department IV/13 -National Minorities, Federal Chancellery, Vienna

Kerstin SITTE

Department II/5 – National Minorities, Federal Chancellery, Vienna

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Etibar NAJAFOV

Senior Adviser, Department of Humanitarian policy, Diaspora, Multiculturalism and Religious issues, Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan, Baku

BELGIUM/BELGIQUE

Isabelle LECLERCQ

Cheffe de service a.i., Service Égalité des Chances, Equal Opportunities Team, SPF Justice, Bruxelles

Tom De BRUYN

Policy officer, Government of Flanders, Agency for Home Affairs, Department Equal Opportunities, Integration and Civic Integration, Brussel

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZÉGOVINE

Joško MANDIĆ

Expert Advisor, Agency for Gender Equality of Bosnia and Herzegovina, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

BULGARIA/BULGARIE

Rositsa IVANOVA

Secretary and Senior Project Officer, Secretariat of the National Council for Cooperation on Ethnic and Integration Issues, Council of Ministers, Sofia

CROATIA/CROATIE

Alen TAHIRI

Director, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

CYPRUS/CHYPRE

Costa GAVRIELIDES

Adviser to the President of the Republic of Cyprus for issues relating to Multiculturalism, Acceptance and Respect to Diversity, Nicosia

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

Jakub MACHAČKA

Head of Unit, Secretariat of the Government Council for Human Rights, Department of Human Rights and Protection of Minorities, Office of the Government of the Czech Republic, Prague

DENMARK/DANEMARK

Andrea BONDE STÜRUP SCHARLING

Head of Section, Department of Gender Equality, Ministry of Transport, Copenhagen

Jeppe Holm NIELSEN

Department for Gender Equality, Ministry of Transport, Copenhagen

ESTONIA/ESTONIE

Kaisa KNIGHT

Head of Equal Treatment Policy, Ministry of Social Affairs, Tallinn

FINLAND/FINLANDE

Mia LEISTI

Legal Officer, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service of the Ministry for Foreign Affairs of Finland, Helsinki

FRANCE

Sophie ELIZÉON

Préfète, déléguée interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

Laurence VILLETTE-RICHARD

Conseillère justice et relations internationales, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

Léovanie DAS

Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

GEORGIA/GÉORGIE

Lia GIGAURI

Deputy State Minister for Reconciliation and Civic Equality, Tbilisi

Tinatin GOGHELIANI

Head of Civic Equality Department, Office of the State Minister of Georgia for Reconciliation and Civic Equality, Tbilisi

Rusudan ASATIANI

Deputy Head of Civic Equality Department, The Office of the State Minister of Georgia for Reconciliation and Civic Equality

GERMANY/ALLEMAGNE

Jürgen MERZ

Head of Division VI4: European Law, International Law, Federal Ministry of the Interior, Building and Community, Berlin

GREECE/GRÈCE

Athanasios PANAGIOTOU

Director of the Office of the Deputy Minister, Hellenic Ministry of Justice, Athens

Aikaterini SAMONI

Special Advisor to the Deputy Minister, Ministry of Justice, Athens

Aikaterini ZAHARAKI

Department of Human Rights, Hellenic Ministry of Justice, Athens

HUNGARY/HONGRIE

Adrienn TÓTH-FERENCI

Head of Cabinet, Ministerial Commissioner for Neighbourhood Policy, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Budapest

ICELAND/ISLANDE

excused

IRELAND/IRLANDE

Jane Ann DUFFY

Principal Officer, Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, Dublin

Fiachra BYRNE

Justice Attaché / Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe, Strasbourg

ITALY/ITALIE

Triantafillos LOUKARELIS

Director, National Office against Racial Discrimination – UNAR, Rome

Nadan PETROVIC

Professor, Coordinator of the Centre for migration and refugee studies, Rome

Roberto BORTONE

Advisor, UNAR- National Anti-Racial Discrimination Office, Rome

LATVIA/LETONIE

Sandra KAULINA

Lawyer, Second Secretary, Human Rights Division, Department of International Organisations and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, Riga

LIECHTENSTEIN

No nomination / Pas de nomination

LITHUANIA/LITUANE

Kristina VYŠNIAUSKAITĖ-RADINSKIENĖ

Advisor of Human Rights Division; UN, International Organizations and Human Rights department, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, Vilnius

LUXEMBOURG

Pierre WEISS

Sociologist, Integration Department, Ministry of Family Affairs, Integration and the Greater Region, Luxembourg

MALTA/MALTE

Alexander TORTELL

Head of the Integration and Anti-Racism Unit, Human Rights and Integration Directorate, Ministry for European Affairs and Equality, Paola

Gabriella CALLEJA

Head of the SOGIGESC Unit, Human Rights and Integration Directorate, Ministry for European Affairs and Equality, Paola

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

excused

MONACO

No nomination / Pas de nomination

MONTENEGRO

Tatjana ANDELIC

ADI-ROM Chair/Présidente ; Chief of the Cabinet of the Minister
Ministry of Justice, Human and Minority Rights of the Government of Montenegro, Podgorica

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Richard de GROOT

Senior Jurist Specialist, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, The Hague

NORTH MACEDONIA/ MACÉDOINE DU NORD

Svetlana CVETKOVSKA

Head of the Department for Protection and Prevention of All Forms of Discrimination, Sector for Equal Opportunity, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

Mabera KAMBERI

Head of Department for coordination and technical assistant to the minister, Ministry of labor and social policy, Skopje

NORWAY/NORVÈGE

Petter SØRLIEN

Senior Adviser, Department of Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture and Equality, Oslo

Juliet Namuli Birabwa HAVELAND

Policy Director, Department for Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture and Equality, Oslo

POLAND/POLOGNE

Iwona RZYMOWSKA

Director, Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment, Ministry of Family and Social Policy, Warsaw

Paweł KOSMULSKI

Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment, Ministry of Family and Social Policy, Warsaw

PORTUGAL

Cristina MILAGRE

Adjointe au Cabinet de la Secrétaire d'état à l'intégration et aux migrations, Lisbonne

Patrícia SÃO JOÃO

Spécialiste technique, Cabinet du Secrétaire d'État à la Citoyenneté et à l'Égalité, Lisbonne

ROMANIA/ROUMANIE

Dragoș HOTEA

Director, Department for Human Rights, Protection of Minorities and CoE, Ministry of Foreign Affairs, Bucharest

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Arianna SCARPELLINI

Assistant of the Minister, Ministry of Health and Social Security, Welfare and Social Affairs, Political Affairs, Equal Opportunities and Technological Innovation, the City of San Marino

SERBIA/SERBIE

Boris MILICEVIC

Assistant Minister for Human and Minority Rights and Social Dialogue, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Marián FILČÍK

Head of Human Rights Division, Secretary of the Governmental Council for Human Rights, National Minorities and Equal Treatment, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Bratislava

Olga PIETRUCHOVA

Human Rights Department, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Bratislava

SLOVENIA/SLOVÉNIE

Stanko BALUH

Director, Government Office for National Minorities, Ljubljana

Marčela NOVLJAN LOVRINCIC

Secretary, Government Office for National Minorities, Ljubljana

SPAIN/ESPAGNE

Carlos MORÁN FERRÉS

Deputy A. Director General for Equal Treatment and Ethnic Diversity, Ministry of Equality, Madrid

Alejandro Dominguez LA ROSA

Directorate General for LGBTI Rights, Ministry of Equality, Madrid

SWEDEN/SUÈDE

Erik ADELL HELLSTRÖM

EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

Marie EK

Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

SWITZERLAND/SUISSE

Nathalie MARTI

Ambassadeur, Vice-directrice de la Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

Sophie HEEGAARD-SCHROETER

Avocate, conseillère juridique, Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

Dominique STEIGER LEUBA

Avocate, conseillère juridique ; Unité Protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice OFJ, Département fédéral de justice et police, Berne

TURKEY/TURQUIE

Öner AYDIN

Head of Department, Department of Human Rights, Ministry of Justice, Ankara

UKRAINE

Olena BOGDAN

Head, State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

UNITED KINGDOM/ROYAUME UNI

Josie YOUD

International LGBT Policy Adviser, Department for Education, London

Georgia WOLFF

Senior International LGBT+ Policy Adviser, Government Equalities Office, London

INVITEES TO THE HIGH LEVEL EVENT AND THE 5TH CDADI MEETING/ INVITES À L'ÉVÈNEMENT DE HAUT NIVEAU ET À LA 5ÈME RÉUNION DU CDADI

Elena BONETTI, Minister for Equal Opportunities and Family, Italy / *Ministre de l'égalité des chances et de la famille, Italie*

Bjørn BERGE, Deputy Secretary General of the Council of Europe / *Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe*

Benedetto della VEDOVA, Secretary of State of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, Italy / *Secrétaire d'État auprès du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Italie*

Pina PICIERNO, Vicepresident of the European Parliament / *Vice-présidente du Parlement européen*

Francesco Verducci, Vice-President of the Extraordinary Commission for the fight against intolerance, racism, anti-Semitism and incitement to hatred and violence of the Italian Parliament / *Vice-Président de la Commission extraordinaire pour la lutte contre l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme et l'incitation à la haine et à la violence du Parlement italien, Italie*

Krzysztof ŻUK, Mayor of the City of Lublin, Poland / *Le Maire de la ville de Lublin, Pologne*

Maria Daniella MAROUDA, Chair / *Présidente, European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance*

Fabrizio PETRI, Special Envoy of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation for the Human Rights of LGBTIQ+ people in the world, Italy / *Envoyé spécial du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale pour les droits de l'homme des personnes LGBTIQ+ dans le monde, Italie*

Agnese Canevari, UNAR – National Office against Racial Discrimination, Italy / *UNAR - Bureau national contre la discrimination raciale, Italie*

Roberto Bortone, UNAR – National Office against Racial Discrimination, Italy / *UNAR - Bureau national contre la discrimination raciale, Italie*

Nadan Petrovic, UNAR – National Office against Racial Discrimination, Italy / *UNAR - Bureau national contre la discrimination raciale, Italie*

Paola Barretta, Carta di Roma association, Italy / *L'association Carta di Roma, Italie*

Djiana PAVLOVIC, President of the Kethane Movement and winner of the CIDU Diritti Umani Prize 2021, Milano / *Présidente du mouvement Kethane et lauréate du prix CIDU Diritti Umani 2021*

Mehret TEWOLDE, Executive Director Italia Africa Business Week / *Directrice exécutive Italia Africa Business Week*

Marco GIUSTA, Coordinator of the Torino Pride and of the Annual General Meeting of EPOA 2022 / *Coordinateur de la Torino Pride et de l'assemblée générale annuelle de l'European Pride Organisers Association (EPOA) 2022*

Kishan MANOCHA, Head of Tolerance and Non-Discrimination Department, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, Warsaw / *Chef du département de la tolérance et de la non-discrimination, OSCE - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie*

Aleš GIÃO HANEK, Hate Crime officer, OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights, Warsaw / *Responsable des crimes haineux, OSCE - Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie*

Maja BOVA, JUSTROM National coordinator for Italy / *La Coordinatrice nationale de JUSTROM pour l'Italie*

Djiana PAVLOVIC, Coordinator of Roma Political Schools in Italy / *La Coordinatrice des Écoles politiques roms en Italie*

Stéphanie MARSAL, Consultant, Independent expert on SOGI / *Consultante, experte indépendante sur les questions relatives à l'OSIG*

PARTICIPANTS

European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance

Jean-Paul LEHNERS, Member and former Chair of ECRI / *Membre et ancien président de l'ECRI*

Robert RUSTEM, ECRI Secretariat / *Secrétariat de l'ECRI*

Advisory Committee of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFCNM) / Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

n/a

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) /Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Sarah BURTON, Secretary / *Secrétaire, PACE Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission de l'APCE sur l'égalité et la non-discrimination*

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Inge HANNON, Secretary a.i. to the Current Affairs Committee / Secrétaire a.i. de la Commission des affaires courantes

Council of Europe's Office of the Commissioner for Human Rights/ Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

n/a

Council of Europe Development Bank (CEB) / Banque de Développement du Conseil de l'Europe

n/a

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

n/a

Steering Committee for Human Rights (CDDH)/ Comité directeur pour les droits de l'homme

Elias KASTANAS, Member of the Steering Committee for Human Rights (CDDH) on behalf of Greece, Representative to the CDADI / *Membre du Comité Directeur pour les Droits de l'Homme (CDDH) au nom de la Grèce, Représentant auprès du CDADI*

Sarah BELHADJ MILED, Assistant Lawyer/ *Juriste assistante*, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / *Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme*

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage

Tatjana ANDJELIC, member and former Chair of the ADI-ROM/ *Membre et ancienne présidente de l'ADI-ROM*

Committee of Experts on Hate Crime (PC/ADI-CH) / Comité d'experts sur les crimes de haine

Stephanie ONER, Chair of the PC/ADI-CH / *Présidente of the PC/ADI-CH*

Jamie BROWN, Co-Secretary of the PC/ADI-CH / *Co-secrétaire du PC/ADI-CH*

Jennifer SCHWEPPE, Consultant for the PC/ADI-CH / *Consultante pour le PC/ADI-CH*

Steering Committee on the rights of the child (CDENF) / Comité directeur pour les droits de l'enfant

n/a

Committee on Artificial Intelligence (CAI) / Comité sur l'intelligence artificielle

Kristian BARTHOLIN, Secretary to the CAI / *Secrétaire du CAI*

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information

n/a

Advisory Council on Youth (CCJ) / Conseil consultatif sur la jeunesse

Pia SLOGAR, Member of the CCJ and of Youth of European Nationalities (YEN), Gdansk, Poland / *Membre du CCJ et de YEN*

Joint Council on Youth (CMJ) / Conseil mixte sur la jeunesse

n/a

Gender Equality Commission (GEC)/ Commission pour l'égalité de genre

Andreia Lourenço MARQUES, Vice-Chair of the Gender Equality Commission / *Vice-présidente de la Commission pour l'égalité de genre*

Christa JAKOBSEN, Gender Equality Division / *Division de l'égalité de genre*

European Committee of Social Rights (ECSR)/ Comité européen des Droits sociaux
Rita SKREBISKIENE, President of the European Social Cohesion Platform (PECS) / *Présidente du PECS*

North-South Centre of the Council of Europe / Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe
n/a

HOLY SEE / SAINT-SIEGE
Alessandra SILVI, Dicastery for Promoting Integral Human Development, Vatican City State / *Dicastère pour la promotion du développement humain intégral, État de la Cité du Vatican*

EUROPEAN CENTRE FOR MINORITY ISSUES (ECMI) / CENTRE EUROPEEN POUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITES
n/a

DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE
n/a

EUROPEAN UNION, EUROPEAN COMMISSION, DG FOR JUSTICE AND CONSUMERS / UNION EUROPÉENNE, COMMISSION EUROPÉENNE, DG POUR LA JUSTICE ET DES CONSOMMATEURS
Marc KIWITT, Policy Officer, Unit D1 – Non-discrimination and Roma coordination / *Spécialiste des politiques, Unité D1 - Non-discrimination et coordination des Roms, Brussels*

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE
Rossalina LATCHEVA, Programme Manager - Fair and Equal Societies, Research & Data Unit / *Chef du projet - Sociétés justes et égales, Unité de la recherche et des données, Vienna*

OSCE OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS (ODIHR)/ CONTACT POINT FOR ROMA AND SINTI ISSUES (CPRSI) / BUREAU DE L'OSCE POUR LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME (BIDDH)/ POINT DE CONTACT POUR LES QUESTIONS ROMS ET SINTI
n/a

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR) / HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)
n/a

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)
n/a

OBSERVERS / OBSERVATEURS

EUROPEAN NETWORK OF EQUALITY BODIES (EQUINET) / RESEAU EUROPEEN DES ORGANISMES D'EGALITE (EQUINET)
Moana GENEVEY, Operations, Policy & Legal Unit / *Unité Opérations, politique et juridique*

Milla VIDINA, Operations, Policy & Legal Unit / *Unité Opérations, politique et juridique*

The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) / L'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA)
Cianán B. RUSSELL, Ph.D., Senior Policy Officer, ILGA-Europe / *Chargé de mission principal, ILGA-Europe, Brussels*

Transgender Europe -TGEU / Transgenre Europe
Richard KÖHLER, Senior Policy Officer/ *Chargé de mission principal*

ENAR - European Network against Racism / Réseau européen contre le racisme

Juliana SANTOS WAHLGREN, Senior Advocacy Officer / *Chargé de plaidoyer principal*

Assembly of European Regions / Assemblée des Régions d'Europe (AER)

Gisela GUARI CAÑADA, Institutional Relations & Advocacy Officer / *Chargé des relations institutionnelles et de plaidoyer*

Ligue internationale contre le racisme et l'Antisémitisme (LICRA)

Gilbert FLAM, Chairman of the European and International Affairs Committee of LICRA / *Président de la commission des affaires européennes et internationales de la LICRA*

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Anti-Discrimination / *Directeur de l'anti-discrimination*

Hallvard GORSETH, Secretary of the CDADI, Head of the Anti-discrimination Department and of the Roma and Travellers Team a.i. / Secrétaire du CDADI, *Chef de Service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage a.i.*

Wolfram BECHTEL, Co-Secretary of the CDADI, Anti-discrimination Department / Co-secrétaire du CDADI, *Service de l'anti-discrimination*

Magdalena BUTRYMOWICZ, Seconded official, Anti-discrimination Department / *Mis à disposition, Service de l'anti-discrimination*

Marcos ANDRADE, Deputy Head of Division of the Roma and Travellers Team / *Chef de division adjoint de l'Equipe Roms et Gens du Voyage*

Ivana D'ALESSANDRO, Secretary of the ADI-INT, Head of the ICC Unit / *Secrétaire de l'ADI-INT, Chef de l'unité ICC*

Irena GUIDIKOVA, Co-Secretary of the ADI-INT, Head of the Anti-discrimination and Cooperation Division / *Co-secrétaire de l'ADI-INT, Chef de la division Anti-discrimination et coopération*

Stefano VALENTI, Co-Secretary of the PC/ADI-CH, Head of No Hate Speech and Cooperation Unit, Directorate of Anti-discrimination/ *Co-secrétaire du PC/ADI-CH, Chef de l'unité Non au discours de haine et coopération, Direction de l'anti-discrimination*

Eleni TSETSEKOU, Secretary of the GT-ADI-SOGI, Head of the SOGI Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Secrétaire du GT-ADI-SOGI, Chef de l'Unité SOGI, Direction de l'anti-discrimination*

Menno ETTEMA, No Hate Speech and Cooperation Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Unité Non au discours de haine et coopération, Direction de l'anti-discrimination*

Ellsworth CAMILLERI, SOGI Unit, Directorate of Anti-discrimination / *Unité SOGI, Direction de l'anti-discrimination*

Ljiljana STOJISAVLJEVIC, Assistant to the Secretary of the CDADI, Personal Assistant of the Head of the Anti-Discrimination Department and of the Roma and Travellers Team a.i. / *Assistante au Secrétaire du CDADI, Assistante personnelle du Chef de service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage a.i.*

Tudorel TABA, Assistant to the Secretary of the GT-ADI-SOGI, SOGI Unit / *Assistant au Secrétaire du GT-ADI-SOGI, Unité SOGI*

Yann PRIVAT, Assistant to the Secretary of the ADI-INT / *Assistant au Secrétaire de l'ADI-INT*

Marta SAPPE GRIOT, Assistant to the Secretary of the ADI-ROM / *Assistante au Secrétaire de l'ADI-ROM*

Lea PALAU, Assistant to the Secretary of the PC/ADI-CH / *Assistante au Secrétaire du PC/ADI-CH*

INTERPRETERS /INTERPRETES

Gregoire DEVICTOR
Amanda BEDDOWS-LARIVIERE
Marta ERCOLANI

Annexe III

Observations

Observations du CDADI sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine

Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) se réfère à la déclaration des responsables du Conseil de l'Europe condamnant dans les termes les plus forts l'agression non provoquée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, une attaque militaire injustifiée d'un État membre du Conseil de l'Europe contre un autre, et appelant la Fédération de Russie à cesser son agression, à reprendre le chemin de la diplomatie et à se réengager pleinement envers les valeurs européennes et mondiales.

Conscient de sa tâche de conseiller en permanence le Comité des Ministres et la Secrétaire Générale sur les priorités dans son domaine de responsabilité, tel qu'indiqué dans son mandat, le CDADI souligne que les valeurs et les principes du Conseil de l'Europe sont plus importants que jamais et, en particulier, qu'il convient d'utiliser pleinement les standards et outils pour prévenir et combattre le discours de haine, les crimes de haine et la discrimination fondée sur des motifs tels que la « race », la couleur, la langue, la religion, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique, l'identité de genre et l'orientation sexuelle.

Le CDADI félicite les autorités locales, régionales et nationales des États membres pour les efforts sans précédent que beaucoup d'entre elles déploient pour accueillir le nombre extraordinairement élevé de réfugiés résultant de l'attaque contre l'Ukraine. Dans ce contexte, il rappelle la nécessité de veiller à ce que tous ceux qui fuient la guerre en Ukraine aient un accès égal à la protection et à l'assistance, notamment ceux qui sont particulièrement vulnérables à la discrimination et à la haine. Le Comité souligne en outre la nécessité de mettre en œuvre pour tous les réfugiés, dès le départ, des mesures d'intégration interculturelle, telles que l'apprentissage de la langue, la scolarisation, la formation professionnelle, la reconnaissance des diplômes et l'intégration sociale durable, afin de faciliter leur inclusion dans leur nouvel environnement.

Le CDADI se réfère aux projets de recommandations sur la lutte contre le discours de haine ainsi que sur les politiques et la gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle, récemment transmis au Comité des Ministres, souligne la grande pertinence de ces normes dans la situation actuelle et attend avec intérêt leur éventuelle adoption par le Comité des Ministres.

Le CDADI est prêt à donner la priorité à la préparation rapide des livrables prévus dans son mandat pour la mise en œuvre de ces deux recommandations, en particulier l'examen des pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre les discours de haine, en coopération avec le Comité directeur sur les médias et la société de l'information, et l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme et d'outils de renforcement des capacités pour l'intégration des migrants.

Annexe IV

Liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures

Date	Réunion
17-18/05/22 Strasbourg	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
14-15/06/22 Strasbourg	Comité d'experts sur l'intégration interculturelle (ADI-INT)
23/06/22 En ligne	Groupe de travail sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales (GT-ADI-MIN)
22/06/22 En ligne	Ad-hoc Groupe de rédaction d'ADI-ROM pour l'élaboration du projet de recommandations pour l'égalité des femmes et filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage
27/06/2022 En ligne	Equipe chargée de l'élaboration d'une étude sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité, y compris l'égalité de genre, et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination
Juin 2022 (à confirmer)	Groupe de travail ad-hoc d'ADI-ROM pour produire un programme et des outils de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Résolution CM/Rec(2020)2 au niveau national
14-15/09/22 (Galway, Ireland)	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
Sep/22 Strasbourg	Groupe de travail sur la participation politique active des jeunes issus de minorités nationales (GT-ADI-MIN)
29-30/09/22 Strasbourg	Comité d'experts sur la lutte contre les crimes de haine (PC/ADI-CH)
6-7/10/22 Paris	Bureau du CDADI
12-13/10/22 (lieu à confirmer)	Comité d'experts sur l'intégration interculturelle (ADI-INT)
28/10//22 Dublin	Groupe de travail sur l'OSIG (GT-ADI-SOGI)
Sept-oct/22 Strasbourg	Equipe chargée de l'élaboration d'une étude sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle, leur potentiel de promotion de l'égalité, y compris l'égalité de genre, et les risques qu'ils peuvent entraîner en matière de non-discrimination
29/11-1/12/22 Strasbourg	6ème réunion du CDADI

Annexe V

Promouvoir l'égalité et combattre la discrimination **Initiatives au Conseil de l'Europe et en Italie**

17 mars 2022, 14h30

Locaux italiens du Parlement européen, Via IV Novembre, 149, Roma et en ligne

PROGRAMME

Introduction et modération Triantafillos Loukarelis

14h30 Déclarations d'ouverture

- **Elena Bonetti** Ministre de l'égalité des chances et de la famille, Italie
- **Bjørn Berge** Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe
- **Benedetto della Vedova** Secrétaire d'État auprès du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Italie
- **Pina Picierno** Vice-présidente du Parlement européen
- **Francesco Verducci** Vice-Président de la Commission extraordinaire pour la lutte contre l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme et l'incitation à la haine et à la violence du Parlement italien (*à confirmer*)

14h 50 Promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations en Europe

- **Krzysztof Żuk** Maire de la ville de Lublin, Pologne
- **Maria Daniella Marouda** Présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)
- **Fabrizio Petri** Envoyé spécial du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale pour les droits de l'homme des personnes LGBTIQ+ dans le monde, Italie
- **Triantafillos Loukarelis** Président du CDADI et directeur du Bureau national contre la discrimination raciale (UNAR), Italie
- **Hallvard Gorseth** Chef du département anti-discrimination et de l'équipe Roms et Gens du voyage a.i., Conseil de l'Europe
- **Olena Bogdan** Vice-Présidente du CDADI

15h20 Promouvoir l'égalité et combattre la discrimination en Italie

Activités de l'UNAR, stratégies nationales et lutte contre les discours de haine

- **Agnese Canevari** UNAR - La stratégie nationale pour les personnes LGBTI
- **Roberto Bortone** UNAR - La stratégie nationale pour l'égalité, l'intégration et la participation des Roms et des Sintis
- **Nadan Petrovic** UNAR - La stratégie nationale contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance
- **Paola Barretta** Association Carta di Roma - le projet REASON (React Against Online Hate Speech)

Expériences d'associations concernant la promotion des droits de l'homme en Italie

- **Djiana Pavlovic** Présidente du mouvement Kethane et lauréate du prix CIDU Diritti Umani 2021
- **Mehret Tewolde** Directrice exécutive Italia Africa Business Week
- **Marco Giusta** Coordinateur de la Torino Pride et de l'assemblée générale annuelle de l'European Pride Organisers Association (EPOA) 2022

16.15 Conclusions